

Jeudi 13 octobre 2011

Evariste Kouassi : « Il faut éradiquer la défécation à l'air libre »



Evariste Kouassi : Wash Manager de l'Unicef

Le Wash Manager de l'Unicef explique le programme Madagascar Sandal 2018, avec la suppression des barrières culturelles concernant les latrines.

- Quels sont les engagements de l'Unicef dans Madagascar Sandal 2018 ?
 - Le programme Madagascar sans défécation à l'air libre (Sandal) vise à réduire de 32% à moins de 1% la défécation à l'air libre, d'ici 2018. Dans cette campagne, l'Unicef s'assure d'abord que les outils sont développés, mis à la disposition des acteurs souhaitant contribuer à la campagne, la communication de la campagne, les appuis techniques et le renforcement des capacités des acteurs voulant s'investir dans la campagne, la décentralisation de la mise en œuvre des interventions vers les régions, la mise en œuvre des projets au niveau des districts, communes et fokontany et une contribution de 11,5 millions de dollars pour les six années à venir, et un plan de suivi de la performance de la campagne.
- Comment comptez-vous procéder dans la réalisation du programme ?
 - La campagne envisage d'impliquer le maximum d'organisations, d'associations, du secteur privé de toute nature dans la promotion de l'assainissement. Nous pensons donner une formation des acteurs au niveau local, faire connaître aux gens les méfaits de la défécation à l'air libre, et les bénéfices que chaque acteur peut en tirer. Nous nous assurerons également qu'il y ait une synergie avec les autres projets pour un suivi-évaluation des interventions, sans oublier l'assurance qualité sur le terrain.
- Qu'en est-il des cultures qui sont contre l'utilisation des latrines ?

- Notre objectif est aussi un changement de comportement de la population sur du long terme. L'approche utilisée consiste à faire ressentir le dégoût, à force de pratiquer la défécation à l'air libre. Pourquoi ne pas entrer dans une communauté pour voir leurs pratiques quotidiennes ? Comment pensent-ils changer les choses et utiliser ces moyens pour enlever les barrières culturelles et changer le comportement? C'est à tout cela que nous faisons appel à tous, et chaque acteur y gagnera de part sa contribution.

• Dans quelles régions intervenez-vous, et qu'en est-il de celles à contraintes géographiques ?

- Nous avons entamé dans la région d'Amoron'i Mania en 2008 et de là, nous visons toutes les 22 régions. Pour les zones qui ont des contraintes géographiques, comme certains quartiers à Antananarivo, il existe des mesures spécifiques pour les gens qui n'ont pas accès aux infrastructures d'assainissement. On développe un autre type d'approche, à savoir le bloc sanitaire avec une gestion associative de manière privée. Sur ce, la population contribue à l'apport des matériaux, creusement des trous, et surtout à la maintenance des infrastructures. Ils ne participent pas, en général, sur le plan financier.

Propos recueillis par
Michella Raharisoa
Jeudi 13 octobre 2011